



**Annuaire Français de Relations Internationales**  
**AFRI 2005, volume VI**  
**Editions Bruylant, Bruxelles**

RAZOUX Pierre, "La Géorgie au coeur du « grand jeu »", AFRI 2005, volume VI

Disponible sur [http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/afri2005\\_razoux.pdf](http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/afri2005_razoux.pdf)

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : [centre.thucydide@afri-ct.org](mailto:centre.thucydide@afri-ct.org)

## LA GÉORGIE AU CŒUR DU «GRAND JEU»

PAR

PIERRE RAZOUX (\*)

Un an après la «Révolution des roses», le Président géorgien Mikhaïl Saakachvili demeure confronté à une situation délicate : s'il a obtenu de réels succès sur la scène politique intérieure en réformant les institutions, en menant tambour battant une campagne efficace de lutte contre la corruption et en reprenant le contrôle de l'Adjarie après avoir évincé le satrape local Aslan Abachidzé, il n'en a pas moins commis quelques maladresses qui lui ont valu les critiques des deux principaux acteurs manipulant, depuis Moscou et Washington, les pièces de l'échiquier caucasien. En suscitant la reprise des combats autour de la ville de Tskhinvali, en Ossétie du Sud, le Président géorgien n'a-t-il pas rouvert la boîte de Pandore ? Sa stratégie visant la remise au pas de cette province sécessionniste est-elle tenable à l'heure où la situation caucasienne semble de plus en plus volatile ? Comment interpréter les propos très prudents de l'Union européenne et les rodomontades du Kremlin ? L'attitude du nouveau pouvoir géorgien paraît d'autant plus cruciale que la «Révolution des roses» a servi de modèle aux réformistes ukrainiens lors des élections présidentielles de novembre et décembre 2004. Rien ne dit que l'effet d'entraînement pourrait ne pas se reproduire ailleurs. Le cas géorgien continuera très certainement d'avoir valeur d'exemple sur le plan régional. C'est bien pour cela qu'au-delà de leurs seuls intérêts énergétiques, Américains et Russes y attachent la plus grande attention.

### UNE CASE MAÎTRESSE SUR L'ÉCHIQUIER CAUCASIEN

Indépendante depuis 1991, la Géorgie (1) est un pays montagneux d'une beauté sauvage et envoûtante. Au détour de routes pittoresques serpentant au milieu de collines boisées dominées par les cimes enneigées du Caucase, une multitude de monastères, de forteresses et de tours de guet à l'abandon témoignent d'un passé tourmenté. Une terre de traditions, de vendetta et

(\*) Chargé de missions à la délégation aux Affaires stratégiques du ministère français de la Défense. Les propos tenus ici n'engagent que leur auteur.

(1) *Sakartvelo*, littéralement «le pays des Géorgiens».

de jeux claniques compliqués (2). Au-delà des clichés, qu'en est-il donc réellement de cette contrée fascinante située au cœur du Caucase, qui s'enorgueillit d'être l'une des plus anciennes civilisations indo-européennes ? Tirillée entre l'Orient et l'Occident, cette nation puise ses origines dans l'énigmatique Ibérie et dans la mystérieuse Colchide, la contrée de la légendaire Toison d'Or. Ce pays, que l'agriculture et le tourisme pourraient enrichir considérablement, est situé à l'épicentre d'une zone à haut risque : Ossétie et Ingouchétie au nord, Tchétchénie au nord-est, Haut-Karabakh au sud-est, sans même parler des voisins azéris, arméniens et turcs. C'est cette poudrière que longe et traverse le fameux oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui suscite fantasmes et interrogations depuis déjà plusieurs années (3).

### *Un corridor stratégique entre Orient et Occident*

D'une taille comparable au Benelux, la Géorgie forme un corridor naturel reliant la mer Noire à la mer Caspienne *via* l'Azerbaïdjan. Sa disposition en a toujours fait un lieu de passage pour les grandes invasions comme une voie de commerce vers l'Orient, notamment à travers la fameuse route de la soie actuellement réhabilitée à travers le projet TRACECA (4). Sa population compte 4,8 millions d'habitants (5). Bien que 83 % d'entre eux se considèrent comme chrétiens orthodoxes et que le pays accueille un nombre important d'habitants de confessions juive et musulmane, la religion ne constitue pas un facteur d'affrontement en Géorgie. Le pays reste néanmoins fortement marqué par le spectre de la guerre civile qui a fait rage en 1991-1992 et par les combats interethniques qui ont ravagé l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud à la même époque (6).

La Géorgie est la seule des trois républiques de Transcaucasie à s'ouvrir sur l'«espace monde» par la mer Noire. A ce titre, elle constitue l'une des portes d'entrée de l'Europe, par laquelle pourraient transiter les richesses minérales et énergétiques de l'Asie centrale. Le contrôle de ce corridor suscite bien évidemment des convoitises. Une partie d'échec discrète – mais néanmoins décisive – est en train de se dérouler dans cette zone potentiellement conflictuelle. Son issue aura un impact certain sur l'évolution des

(2) A titre d'exemples, l'ancien Président Edouard Chévardnadzé reste le parrain du fils de Mikhaïl Saakachvili, celui-là même qui l'a poussé hors du pouvoir, et la famille de Nino Bourjanadzé, présidente du Parlement, reste «économiquement» très proche du clan Chévardnadzé.

(3) Ce *pipeline* devrait évacuer l'essentiel du pétrole produit dans la zone de la mer Caspienne à partir de 2006. Il fait l'objet d'une abondante littérature : nous ne nous y attarderons donc pas dans cet article. Cf. entre autres l'article d'Annie JAFALIAN, mais aussi celui de Pavel BAEV inclus dans les *Cahiers de Chaillot*, n° 65.

(4) TRACECA ou *TRAnsport Corridor Europe CAucase* désigne un plan d'aménagement du territoire sud-caucasien, orienté est-ouest, incluant des routes et des voies ferrées reliant les ports et les aéroports de Géorgie et d'Azerbaïdjan, destiné à accroître le transit de personnes, de biens et de marchandises dans la région.

(5) Aux vues du dernier recensement dont les résultats ont été publiés en 2003, démontrant que le pays avait perdu 500 000 habitants (soit 10 % de la population) depuis le précédent recensement de 1989.

(6) Au total, ces combats auraient fait de 7 000 à 10 000 morts entre 1991 et 1993.

équilibres internationaux dans la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. La Géorgie se trouve en effet à l'intersection de deux axes d'influences antagonistes : un premier, ouest-est, qui relie les Etats-Unis d'Amérique, l'Europe et la Turquie à l'Asie centrale, *via* le Caucase ; un second, nord-sud, qui relie la Russie à l'Iran en passant par l'Arménie.

### *Des acteurs aux intérêts souvent contradictoires*

Dans le cadre de sa stratégie globale, la Russie cherche à reforcer le glacis protecteur de la «mère patrie» en tentant de rétablir son influence sur l'ensemble des anciens territoires placés sous sa domination. Pour le sociologue géorgien Gaga Nicharadzé : «*la culture politique de Moscou n'a guère varié depuis Ivan le Terrible ; elle reste centrée sur l'idée qu'il faut contrôler des territoires de plus en plus vastes, peu importe que l'on puisse ou non les gérer*» (7). Certains éditorialistes occidentaux n'hésitent d'ailleurs plus à comparer le Président Vladimir Poutine à un Méphistophélès russe (8). Au demeurant, près d'un million de Géorgiens vivent ou travaillent actuellement en Russie. Il s'agit là d'une réalité bien tangible que les autorités géorgiennes et russes gardent parfaitement à l'esprit. Le gouvernement géorgien n'en estime pas moins que la présence de troupes russes sur son territoire, notamment en Abkhazie, ne s'explique que par la volonté du Kremlin de maintenir un moyen de pression à l'encontre de Tbilissi pour le forcer à adopter une attitude conciliante vis-à-vis de la politique russe. Selon lui, le Kremlin considère la Transcaucasie comme son arrière-cours naturelle : un avant-poste sur sa frontière méridionale la plus sensible, permettant de contrer l'influence grandissante d'un islamisme radical conquérant, mais aussi d'accéder aux mers chaudes *via* l'Iran avec lequel la Russie entretient depuis près de vingt ans une communauté d'intérêts bien compris (9). L'attitude méfiante du Kremlin à l'égard de la Géorgie s'explique également par la volonté de Moscou d'empêcher que ces territoires ne servent de base arrière aux «*boiviki*» dans le cadre de l'épineux conflit tchéchène. Enfin, le facteur émotionnel ne doit pas être négligé : la plupart des Russes ont toujours vu dans la Géorgie un Eden sur terre, un endroit mythique encensé par Tolstoï, Pouchkine et Lermontov, dans lequel ils s'étaient empressés de construire *datchas* et sanatoriums et auxquels ils n'ont désormais plus libre accès.

Les Etats-Unis, quant à eux, ne se sont véritablement intéressés à la Transcaucasie que depuis la fin de la Guerre froide. Ils se sont depuis imposés comme le *challenger* de la Russie pour le contrôle de cette zone straté-

(7) Cité par Marie JÉGO, *Le Monde*, 18 janv. 2001.

(8) Philip STEPHENS, «The dangers of dealing with the Russian Mephistopheles», *Financial Times*, 26 nov. 2004, p. 13.

(9) Michel MAKINSKY, «L'Iran, les ambitions d'une puissance moyenne», *Les Cahiers de Mars*, n° 167, 2000.

gique, particulièrement depuis les attentats du 11 septembre 2001 (10). La volonté américaine de contrer la stratégie énergétique russe est patente, notamment à travers le soutien de la Maison-Blanche au projet d'oléoduc BTC. Tout comme son souhait d'affermir la présence américaine dans la région, de manière à soutenir l'influence grandissante de Washington en Asie centrale en vue d'y freiner le retour probable de la Russie et d'exercer une pression forte sur la frontière chinoise occidentale. Les États-Unis d'Amérique n'ont pas ménagé leurs efforts, ni à l'égard d'Edouard Chévardnadzé, ni à l'égard de Mikhaïl Saakachvili, pour tenter d'ancrer la Géorgie dans le camp occidental (11).

La Turquie, héritière de l'Empire ottoman longtemps influent dans la région, fait preuve également de beaucoup d'activisme et, ce, pour plusieurs raisons : pour accroître ses relations avec un voisin avec lequel elle entretient un flux d'échange commercial important, *via* le carrefour de Batoumi; pour assurer la sécurité du projet d'oléoduc BTC; pour renforcer un État jouant un rôle tampon face à une Russie perçue comme toujours menaçante; enfin et surtout pour établir un corridor sécurisé vers l'Azerbaïdjan (12), lui permettant d'isoler au passage l'Arménie. Pour satisfaire ses ambitions, le gouvernement turc aurait dépensé ces deux dernières années en Géorgie plus de 30 millions de dollars rien que dans le domaine de l'assistance militaire (13). De manière symbolique, les deux pays ont retiré les champs de mines disposés le long de leur frontière commune et Tbilissi entretient un peloton au sein du contingent turc présent au Kosovo dans le cadre de la KFOR.

Le Royaume-Uni représente un autre acteur sérieux. Londres fut l'une des premières capitales à renouer (14) avec Tbilissi et à mettre en place une coopération significative avec ce pays. Depuis 2000, l'ambassade britannique à Tbilissi est devenue le point de contact unique de l'OTAN pour la Géorgie. Il convient en outre de rappeler que la société British Petroleum

(10) C'est en fait à partir de 1995, avec la normalisation du pouvoir géorgien, que l'administration du Président Clinton s'est intéressée de près à la situation en Géorgie et a commencé à négocier avec Moscou un certain nombre de «Lignes rouges» traversant ce pays.

(11) Lors de la fameuse «Révolution des roses», de nombreux observateurs n'ont pas manqué de souligner les rôles décisifs joués par Richard Miles, l'ancien ambassadeur américain à Tbilissi, par Colin Powell, par les représentants de la diaspora géorgienne aux États-Unis (notamment le général John Shalikashvili, ancien président du comité des chefs d'états-majors), mais surtout par l'homme d'affaire Georges Soros, dont la fondation a financé le mouvement contestataire *Kmara* (Assez!) sur lequel s'est appuyé Mikhaïl Saakachvili pour s'emparer du pouvoir. De manière visible, les États-Unis ont dépensé plus d'une centaine de millions de dollars dans un ambitieux programme d'assistance militaire (*US Train & Equip*), qui a permis la création d'un embryon de forces armées professionnelles permettant au gouvernement géorgien de raffermir son emprise sur les provinces sécessionnistes, d'assurer plus efficacement la sécurité du *pipeline* BTC et de participer symboliquement à la coalition militaire présente en Iraq.

(12) Pour des raisons ethniques, culturelles, économiques et militaires, l'Azerbaïdjan constitue un allié privilégié d'Ankara dans la région.

(13) L'armée turque a fait don de nombreux matériels aux forces armées géorgiennes; elle entraîne un nombre important d'officiers et de sous-officiers, a modernisé la base aérienne de Marneuli et a construit un luxueux cercle militaire, situé au cœur de Tbilissi, permettant aux Géorgiens d'accueillir leurs invités de passage.

(14) La Grande-Bretagne fut militairement présente dans le Caucase Sud entre 1918 et 1920.

est celle qui investit le plus dans l'oléoduc BTC (32 %). Pour le Royaume-Uni, la Géorgie constitue donc à la fois un point d'ancrage dans le Caucase et un enjeu économique important, motivant ainsi la désignation d'un représentant spécial du gouvernement britannique pour la Géorgie (15). Londres n'en conserve pas moins un profil beaucoup plus conciliant que Washington à l'égard de Moscou, estimant que pour une raison d'équilibre global, la Russie doit continuer à tenir son rang dans le concert des Nations, d'autant plus que celle-ci devient progressivement une source majeure d'approvisionnement énergétique pour l'Europe.

L'Allemagne cherche pour sa part à jouer un rôle économique dans ce nouveau «Grand jeu», estimant que la Géorgie représente un marché potentiel pour ses industries de biens manufacturés (essentiellement des véhicules), mais aussi une étape importante sur le chemin de l'Iran avec lequel Berlin entretient d'importantes relations politiques et économiques.

La France, fidèle à sa vision humaniste du monde, tente avant tout de faire progresser la démocratie et les droits de l'homme dans une contrée où le prix de la vie humaine ne vaut pas bien cher, où les prises d'otages font florès et où les différends se règlent à coups de Kalachnikov plutôt que devant les tribunaux. Se targuant de liens historiques et culturels forts (diaspora significative (16), voyage d'Alexandre Dumas au Caucase) cimentés par l'accueil du gouvernement géorgien en exil au château de Lieville-sur-Orge, elle défend discrètement quelques intérêts économiques, notamment dans l'agroalimentaire. Par des actions symboliques (17), elle espère montrer son attachement au peuple géorgien sans s'aliéner l'amitié du puissant voisin russe avec lequel elle entretient des relations parfois difficiles.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie ne sont pas en mesure de jouer un rôle important en Géorgie dans la mesure où leur énergie reste focalisée sur la résolution du conflit du Haut-Karabakh. Bakou entretient néanmoins les meilleures relations avec la Géorgie, qui constitue à la fois le point nodal de l'oléoduc BTC et un acteur-clef pour le développement du GOUAM (18).

(15) Il s'agit de Sir Brian Fall, un diplomate chevronné, indépendant des ambassades britanniques sur place, qui couvre l'ensemble du Caucase et fait également l'interface avec l'International Security Advisory Board (ISAB) de Sir Garry Johnson, un prestigieux général britannique en retraite mis à la disposition du gouvernement géorgien depuis 1998.

(16) Citons pour exemple le fameux colonel Amilakvari, prince géorgien et héros de la bataille de Bir Hakeim pendant la Seconde Guerre mondiale, au sein de la Légion étrangère.

(17) Notamment des échanges culturels, des escales de navires dans le port de Poti, des dons (hôpital militaire de campagne, médicaments) et des actions de formation de cadres. Au début de l'année 2004, une mission du Parlement s'est rendue à Tbilissi pour aider les nouvelles autorités géorgiennes à mettre sur pied une nouvelle constitution «à la française».

(18) En 1996, la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie ont créé un «club» d'Etats pour tenter de résoudre ensemble leurs difficultés communes. En 1999, l'Ouzbékistan a rejoint cette alliance informelle résolument tournée vers l'Occident, qui cherche à instituer une zone de libre-échange économique permettant de s'affranchir de la tutelle monopolistique de Moscou. Il ne s'agit nullement d'une alliance militaire. En l'absence d'institutions bien établies, l'avenir du GOUAM reste cependant très incertain à partir du moment où le Kremlin y est clairement hostile et où certains Etats membres, notamment l'Ukraine, cherchent à y imposer leurs intérêts au détriment de ceux de leurs partenaires.

Le tableau ne saurait être complet sans l'évocation d'un nouveau venu sur la scène régionale : Israël. Le gouvernement israélien, dans sa stratégie de contournement de ses deux principaux adversaires (la Syrie et l'Iran), a prolongé son alliance turque par la signature d'un accord de coopération militaire avec Tbilissi, en 1998. Malgré quelques visites symboliques et faute de moyens financiers côté géorgien, cette coopération n'a pour l'instant débouché que sur un partenariat industriel visant la modernisation des avions d'appui Su-25 fabriqués à Tbilissi du temps de l'Union soviétique (19).

#### LES DÉFIS DE LA NOUVELLE ADMINISTRATION GÉORGIENNE

La « Révolution des roses » a suscité un formidable espoir au sein d'une population très appauvrie qui entend désormais en mesurer les résultats tangibles par l'amélioration de son niveau de vie. Mikhaïl Saakachvili bénéficie toujours d'un très large soutien, mais il se trouve confronté aux réalités économiques qui vont le contraindre à mettre en œuvre des réformes impopulaires. Si l'équipe réformiste veut durer et réussir à stabiliser le pays, elle doit convaincre sa population et ses interlocuteurs de sa capacité à traiter quatre défis fondamentaux.

#### *Accélérer les réformes*

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement réformiste de Mikhaïl Saakachvili a multiplié les actions concrètes pour prouver sa volonté de changement en profondeur, enregistrant des succès notables. S'agissant du volet institutionnel, le Président, en accord avec Nino Bourjanadzé (présidente du Parlement) et Zourab Jvania (Premier ministre), a promu une importante réforme constitutionnelle « à la française », instituant un parlementarisme rationalisé et un pouvoir exécutif plus équilibré, partagé entre le Président et le Premier ministre. Le gouvernement a été entièrement remanié, mais aussi rajeuni et féminisé (20). La lutte contre la corruption s'est soldée par l'arrestation de plusieurs figures emblématiques de l'ancienne équipe Chévardnadzé (21) et par le limogeage de nombreux hauts fonctionnaires et diplomates en poste dans les capitales occidentales (22).

(19) En quatre ans, une dizaine de Sukhoï-25 K «Skorpion» ont ainsi été modernisés par une *joint-venture* israélo-géorgienne et revendus à divers gouvernements africains (notamment au régime ivoirien du Président Gbagbo).

(20) Le quart des portefeuilles ministériels a été confié à des femmes et la moyenne d'âge des ministres oscille autour de 40 ans (38 ans pour le Président).

(21) Notamment David Mirtskhoulava, ancien ministre de l'Énergie, Merab Adeichvili, ancien ministre des Transports, Akaki Tchkhaidzé, ancien directeur des chemins de fer, Merab Jordania, ancien président de la Fédération nationale de football, Levan Mamaladzé, ancien gouverneur de Basse Kartlie.

(22) L'ambassade de Géorgie à Paris a ainsi été confiée à Mme Gogobéridzé, qui occupait jusque-là les fonctions de représentante de la Géorgie au Conseil de l'Europe, à Strasbourg.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, la charge de ministre de la Défense a été confiée à un civil, Giorgi Baramidzé (23), et non plus à un militaire. Le gouvernement a fait du renforcement de l'Etat de droit l'une de ses priorités, procédant à une réforme fiscale radicale et multipliant les opérations anticriminelles qui ont permis l'arrestation de dizaines de chefs maffieux rattachés à d'anciens groupes de partisans (24).

Dans le domaine économique, la nouvelle équipe s'est attachée à relancer les négociations avec les instances financières internationales (Banque mondiale, FMI, BERD) sur des bases assainies, remettant sur les rails un certain nombre de programmes d'investissement destinés à financer la réhabilitation de l'infrastructure routière et ferroviaire. Pour la première fois depuis fort longtemps, l'argent est enfin arrivé à destination et les travaux d'entretiens ont pu reprendre. Au cœur même de Tbilissi, les actions de réhabilitation vont bon train et l'ancien hôtel Iveria, qui servait autrefois de refuge « visible » aux réfugiés d'Abkhazie (25), est en cours de transformation en un hôtel de renommée internationale et en un centre de congrès accessible à l'ensemble des sociétés désireuses de s'implanter dans le pays. Signe d'amélioration tangible, on note l'apparition d'une prémisses de classe moyenne.

Le gouvernement va néanmoins devoir accélérer les réformes économiques pour accroître le revenu global du pays et par là même les finances de l'Etat. Il est en effet douteux que la Fondation Soros finance indéfiniment les salaires des ministres et des hauts fonctionnaires, dont la probité et l'efficacité sont les garantes de la saine application des réformes en cours (26). Mikhaïl Saakachvili reconnaît ouvertement que les royalties engendrées par le BTC seront très insuffisantes pour satisfaire aux besoins de l'Etat. Compte tenu des spécificités du pays, il est urgent que celui-ci s'oriente dès à présent vers des secteurs prometteurs tels que l'agriculture, le tourisme et les services. Une distribution plus rationnelle de l'énergie permettrait en outre à la population de disposer de davantage d'électricité, la situation dans ce domaine restant très précaire en dehors de Tbilissi. C'est justement en direction de la province que le gouvernement devra déployer tous ses efforts de réforme s'il veut asseoir le succès de son entreprise. Car

(23) Giorgi Baramidzé est l'un des plus proches soutiens politiques du Président Saakachvili. Il semble promis à un brillant avenir.

(24) Notamment au groupe des « Frères de la forêt » et à la « Légion blanche », qui sévissent depuis plus de dix ans dans les régions de Mingrétie et de Svanétie, au nord-ouest du pays.

(25) Alors qu'Edouard Chévardnadzé refusait systématiquement d'indemniser et de reloger ces réfugiés, prétextant que leur présence visible au cœur de la ville rappelait à tout un chacun le drame de l'Abkhazie, le nouveau gouvernement a préféré réhabiliter le centre-ville après avoir indemnisé et relogé les réfugiés qui occupaient cet hôtel depuis plus de dix ans.

(26) Ce programme lancé par la Fondation Soros dès l'élection de Mikhaïl Saakachvili vise à endiguer la corruption endémique des autorités publiques en multipliant par dix les niveaux de salaire des fonctionnaires les plus méritants. Jusqu'alors, le salaire moyen mensuel d'un haut fonctionnaire ne dépassait pas 80 dollars, alors qu'il est nécessaire d'en gagner 500 pour vivre décemment à Tbilissi. Dans le cadre de ce programme, un Secrétaire d'Etat gagne officiellement 140 dollars qui lui sont versés par l'Etat, mais reçoit en sus 1 200 dollars directement versés par la Fondation Soros.



la situation économique et politique y reste très largement préoccupante. Deux régions sont ainsi particulièrement fragilisées : tout d'abord la Djavakhétie, frontalière de l'Arménie, où la population de souche arménienne tire l'essentiel de ses revenus de la présence d'une base de l'armée russe à Akhalkalaki (27); mais aussi la région sinistrée comprise entre Koutaïssi et Zougdidi, qui abrite le flot principal des réfugiés géorgiens qui ont fui l'Abkhazie.

Quant à la dimension politique, il est indispensable de mettre en œuvre une réforme instituant une véritable démocratie locale (28), qui permettra à la population de s'impliquer davantage dans les affaires publiques en arrêtant de percevoir les initiatives du gouvernement central de manière systématiquement négative. A cet égard, les organisations non gouvernementales qui fleurissent actuellement sur place ont sans doute un rôle à jouer dans l'éducation et la sensibilisation des populations qui vivent en dehors de la capitale. C'est le combat de Manana Kochladzé, qui a reçu en 2004 le prix de la Fondation internationale Goldman pour la défense de l'environnement : cette écologiste motivée s'était en effet battue pour sauvegarder le parc naturel de Borjomi (29), mais aussi les intérêts de la population locale, menacés par le tracé de l'oléoduc BTC; par son action relayée tant par le nouveau pouvoir que par les médias locaux et occidentaux, elle est parvenue à infléchir le tracé du *pipeline* et à obtenir l'indemnisation des villages longés par celui-ci.

### *Assainir les relations avec la Russie*

Les relations avec la Russie dominent indubitablement la politique étrangère de la Géorgie. Elles se résument à deux sentiments : l'attirance et la frustration. Depuis son annexion par le Tsar en 1801, la Géorgie symbolise l'engouement du peuple russe pour une région ensoleillée longtemps inaccessible. Pendant la période soviétique, la Géorgie bénéficia d'un statut favorable, conservant notamment sa langue (30) et son alphabet. Staline et Beria n'étaient-ils pas tous deux Géorgiens! Les autorités soviétiques favorisèrent l'industrialisation de ce pays demeuré jusque-là essentiellement agricole. La Géorgie, choyée et servie par une intelligentsia brillante, prit alors des habitudes d'enfant gâté. Nombre de Russes ne comprennent toujours pas pourquoi la Géorgie cherche avec autant d'empressement à s'éloigner d'eux pour se rapprocher de l'OTAN, toujours perçue comme une

(27) La fermeture de cette base ou la diminution sensible de son format suscite les plus vives inquiétudes au sein de la population locale, qui craint de voir s'évaporer ses principaux subsides. Cette dépendance économique se concrétise par la libre circulation du rouble parallèlement à la monnaie officielle, le lari.

(28) Réminiscence de l'ère soviétique, les maires et les gouverneurs des régions sont jusqu'à présent nommés par le pouvoir central.

(29) Site d'où est extraite depuis plus d'un siècle la fameuse eau minérale Borjomi, célèbre dans toute l'ancienne sphère soviétique.

(30) Le kartuli, qui n'a rien à voir avec le cyrillique.

menace rémanente. De son côté, les Géorgiens affublent la Russie de tous les maux qui les accablent, oubliant un peu vite que près d'un million d'entre eux vivent aujourd'hui là-bas et que la Russie constitue un débouché naturel pour l'exportation des produits géorgiens. Depuis la réélection de Vladimir Poutine et l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Saakachvili, la rhétorique paraît moins virulente (31). Malgré la résolution du différend portant sur la présence de combattants tchéchènes dans la vallée de Pankissi (32) et la nomination, par le Président géorgien, d'un ministre de l'Economie pro-russe (33), les relations continuent d'achopper sur plusieurs grands dossiers.

Tout d'abord, l'attitude géorgienne à l'égard de l'OTAN et des Etats-Unis. Le Kremlin a certes adopté une attitude très positive à l'égard de la Maison-Blanche après les attaques terroristes de septembre 2001, les autorités russes n'en renâclent pas moins à voir les Américains s'installer en Géorgie, même si ceux-ci n'y disposent pour l'instant d'aucune base. Cette perte d'influence est très mal ressentie au sein des ministères de forces qui redoutent une présence militaire de l'OTAN sur leur frontière sud. C'est la raison pour laquelle Moscou reste hostile aux vellétés géorgiennes d'intégration dans l'Alliance atlantique (34). Lors de récentes rencontres avec Mikhaïl Saakachvili, Vladimir Poutine aurait fait savoir à son homologue que, s'il désirait améliorer les relations bilatérales, il lui faudrait déclarer la neutralité de son pays et abandonner toute prétention de voir celui-ci rejoindre l'OTAN.

Deuxième sujet de discorde, la question des bases militaires russes encore présentes en Géorgie. Au moment de l'effondrement de l'URSS, l'armée soviétique entretenait encore plus de 50 000 hommes sur place. La plupart de ces effectifs recrutés localement se désagrègèrent progressivement, formant ainsi le noyau de la nouvelle armée géorgienne. Au début de l'année 2001, l'armée russe entretenait toujours quatre bases (35) sur place, accueillant un peu plus de 6 000 hommes. Le gouvernement géorgien, voyant dans la présence de ces bases une atteinte intolérable et visible à sa souveraineté, n'a eu de cesse d'en demander l'évacuation rapide. En appli-

(31) Le 21 janvier 2004, le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères déclarait à la presse internationale : «la Russie et la Géorgie ont eu traditionnellement des relations amicales et diversifiées qui ont été détruites ces dernières années à la suite de la politique conduite par le précédent régime géorgien. La Russie est prête à rétablir des relations amicales et un partenariat mutuellement avantageux, en escomptant que la Géorgie fasse des pas concrets dans cette voie».

(32) De 2000 à 2003, plusieurs centaines de combattants tchéchènes avaient trouvé refuge dans la vallée de Pankissi située en Géorgie, non loin de la frontière russe. Sous la pression de Tbilissi, ces combattants ont quitté le territoire géorgien et les gardes-frontières géorgiens et russes coopèrent pour empêcher de nouvelles infiltrations de Tchétchènes.

(33) Il s'agit de Kakha Bendoukidzé.

(34) Dans le cadre de ses relations avec l'OTAN, la Géorgie, qui a fait acte de candidature lors du Sommet de l'Alliance à Istanbul, en juin 2004, est déjà membre du Partenariat pour la paix et bénéficie d'un *Individual Partnership Accession Process*.

(35) Il s'agissait des bases de Goudaouta (en Abkhazie), de Vaziani (près de Tbilissi), de Batoumi (à la frontière turque) et d'Akhalkalaki (à la frontière arménienne).

cation de l'accord-cadre signé à Istanbul dans le cadre de la modification du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), l'armée russe a accepté de réduire sa présence militaire. Au terme de cet accord, l'armée russe s'est retirée des bases de Goudaouta (36) et de Vaziani. Elle ne dispose plus en Géorgie que de 4 000 hommes, de 153 chars, de 241 véhicules blindés de transport de troupes et de 140 systèmes d'artillerie répartis sur les deux bases restantes de Batoumi (37) et d'Akhalkalaki (38). En l'état actuel des négociations, la Russie souhaite conserver le contrôle de ces deux bases pendant au moins quinze ans, tandis que la Géorgie exige leur évacuation dans les deux ans à venir. Toutes les négociations ont jusqu'à présent échoué, y compris celles visant à faire payer par le gouvernement américain le coût de l'évacuation et de la réinstallation des militaires russes présents sur place.

Enfin, les relations bilatérales buttent sur la question de l'énergie. Chaque hiver, la Géorgie manque cruellement de gaz et de pétrole pour subvenir à ses besoins vitaux en électricité et en chauffage, suscitant une grogne populaire qui s'amplifie d'année en année. Or, la totalité du gaz et du pétrole utilisé par la Géorgie provient de Russie. Jouant de cette dépendance, Moscou n'hésite pas à arrêter les livraisons d'énergie, de manière à accroître la pression sur le gouvernement géorgien. De manière plus globale, la Russie, qui raisonne comme une véritable puissance énergétique, réalise la concurrence qu'engendrera pour elle la mise en service du BTC. Elle cherche donc à obtenir le maximum de gages du gouvernement géorgien avant l'entrée en service de ce *pipeline*.

### *Régler la question ossète*

Si les Ossètes revendiquent leur indépendance, c'est qu'ils ne se considèrent pas comme des Géorgiens. Descendants des Alains originaires d'Asie centrale, les Ossètes ont été contraints de se replier sur les versants montagneux du Grand Caucase aux VII<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles. Ils occupent depuis l'un des seuls passages praticables permettant de relier la Géorgie à la Russie par la chaîne montagneuse du Grand Caucase. Deux siècles de présence russe (39), puis soviétique, n'ont pas suffi à les assimiler totalement. Les Géorgiens revendiquent pour leur part le territoire sur lequel vivent les Ossètes du Sud, prétendant s'y être installés douze siècles plus tôt. Ils seraient prêts à reconnaître l'autonomie des Ossètes, mais sont farouche-

(36) Même si elle continue toujours d'utiliser cette base au profit du contingent de soldats russes de maintien de la paix déployés en Abkhazie sous mandat de la Communauté des États indépendants (CEI).

(37) La garnison russe de Batoumi a joué un rôle-clef dans le dénouement pacifique de la crise en Adjarie, au printemps 2004, en refusant de soutenir les partisans d'Aslan Abachidzé. Celui-ci s'est retrouvé isolé face aux troupes d'élite du ministère géorgien de l'Intérieur et a préféré s'exiler à Moscou.

(38) Une partie des équipements stationnés sur cette base vient d'être transférée sur la base russe de Gyumri, située en Arménie.

(39) La Géorgie s'est rapprochée de la Russie en 1798, avant d'être absorbée par celle-ci quelques années plus tard.

ment opposés à l'idée même d'indépendance, qui fractionnerait leur territoire.

Après deux ans de violents combats interethniques (1991-1992), un cessez-le-feu a permis l'instauration d'une force trilatérale de 1 500 hommes composée de Russes, de Géorgiens et d'Ossètes. Ces hommes surveillent la ligne de cessez-le-feu séparant les bourgades ossètes des villages géorgiens, sans jamais se mélanger. A la demande de Tbilissi, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a ouvert en 1993 une mission à Tskhinvali, la « capitale » de l'Ossétie du Sud, pour surveiller la bonne application de ce cessez-le-feu. Ce dispositif semble avoir fait ses preuves, puisque la situation est restée relativement calme pendant dix ans, grâce aux intérêts mêlés des mafias géorgiennes, ossètes et russes (40). Jusqu'à la « Révolution des roses », le gouvernement géorgien ne semblait pas désireux de bouleverser une situation stabilisée qui alimentait les comptes secrets d'un certain nombre de ministres et de hauts fonctionnaires. Tout semble avoir changé avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Saakachvili, qui a fait de la récupération de l'Ossétie du Sud (41) l'une de ses priorités. Le Président géorgien a proposé aux autorités locales un statut de très large autonomie, apparemment sans succès.

Paradoxalement, il est toujours possible pour un Géorgien de se rendre en Ossétie du Sud, notamment à l'entrée de Tskhinvali, où se tient un véritable « marché libre », qui permet à tout un chacun de s'approvisionner en essence, cigarettes, alcool, armes de poing et même en drogues. C'est pour fermer ce marché noir (qui permet la survie économique du gouvernement dissident d'Edouard Kokoyeti) que Mikhaïl Saakachvili a relancé les combats au mois d'août 2004. Ce faisant, il a heurté de front les intérêts des Russes et des mafias qui ont mis l'Ossétie du Sud en coupe réglée. Il n'est pas sûr non plus que Washington ait apprécié sa manœuvre jugée dangereuse et contre-productive. La démarche audacieuse du Président géorgien s'inscrit en tout cas dans le droit fil de son action visant à rétablir la souveraineté géorgienne sur l'ensemble du territoire national. Même s'il a dû céder aux Russes et retirer ses unités militaires, il n'est pas impossible qu'il récidive au printemps 2005, afin d'accroître la pression à l'encontre des Ossètes et d'inciter l'OSCE à élargir son mandat de manière à remplacer les forces russes déployées sur place. Une chose est sûre, la solution définitive retenue pour le règlement du conflit ossète aura très certainement valeur d'exemple pour la résolution du conflit abkhaze.

(40) Pour une analyse détaillée de la question ossète, cf. Pierre RAZOUX/Arnaud KALIKA, « Vers une nouvelle guerre dans le Caucase ? », *Défense nationale*, nov. 2004, pp. 66-74.

(41) La population d'Ossétie du Sud, estimée aujourd'hui à 45 000 personnes, est essentiellement regroupée autour de Tskhinvali. La ville est calée sur l'heure de Moscou, le rouble remplace la monnaie géorgienne, le drapeau ossète flotte sur les édifices publics et l'alphabet géorgien a cédé la place à l'alphabet cyrillique. Le reste de cette région montagneuse est pratiquement inhabité.

### *Résoudre pacifiquement le conflit abkhaze*

S'estimant linguistiquement et culturellement différents, les Abkhazes ont toujours revendiqué un statut particulier. Les Géorgiens reconnaissent aisément leur spécificité, mais n'admettent pas leurs velléités d'indépendance, arguant de l'indivisibilité du peuple géorgien. En mai 1994, après trente mois de violents combats entre Géorgiens et Abkhazes, un cessez-le-feu a permis aux Béréts bleus mandatés par les Nations Unies de patrouiller dans la région. Depuis, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Géorgie (42) dirige la MINUOG (43) et conduit les négociations entre Abkhazes et Géorgiens *via* le Groupe des amis (44). La centaine d'observateurs déployés sur le terrain est répartie dans trois postes situés près de Zougdidi et de Gali. Hormis une recrudescence ponctuelle des combats en 1998 et 2001, la situation semble s'être stabilisée : aucun des deux camps ne dispose plus désormais des moyens matériels, logistiques et financiers lui permettant de relancer les hostilités. Les milices des deux camps se sont transformées en gangs mafieux qui opèrent dans la région.

Matériellement, Tbilissi ne contrôle plus du tout l'Abkhazie, qui constitue *de facto* un Etat quasi indépendant, peuplé par moins de 100 000 habitants. Cette entité économiquement ruinée, dirigée de manière autocratique par Vladislav Ardzinba pendant plus de treize ans, est soutenue en sous-main par la Russie, qui entretient sur place un millier de soldats de « maintien de la paix » dans le cadre d'une mission mandatée par la Communauté des Etats indépendants (CEI). La plupart des réfugiés géorgiens n'ont plus guère d'illusions sur leurs chances de retour dans des foyers de toute façon détruits ou occupés par des familles de l'autre camp. Les négociations périlicent. Là encore, le pouvoir géorgien se dit prêt à concéder aux autorités locales la plus grande autonomie possible, mais les Abkhazes refusent de discuter toute solution qui n'aboutirait pas à terme à leur indépendance.

L'élection « présidentielle » de l'automne 2004 a ravivé les tensions. Le candidat nationaliste d'opposition Sergueï Bagapsh l'a emporté de justesse face à Raoul Khadjimba, le candidat officiel soutenu à la fois par les Russes et par le « Président » sortant. A la suite de fortes pressions, son élection a été tour à tour invalidée par la « Cour suprême » abkhaze, puis confirmée par le Conseil des anciens, ne faisant qu'ajouter à la confusion générale. Pour résoudre cette crise politique interne qui a engendré un regain de violence entre Abkhazes, Vladislav Ardzinba a imposé le renouvellement de l'élec-

(42) Il s'agissait d'Heidi Tagliavani en 2004.

(43) La mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (UNOMIG en anglais), dont le quartier général se trouve à Soukhoumi, a été créée le 24 août 1993 par la résolution 858 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

(44) Le « Groupe des amis » regroupe l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et la Russie.

tion (45). Ces dissensions internes ont bien évidemment accru la marge de manœuvre du gouvernement géorgien, qui a pu ainsi constater que l'influence de Moscou n'était peut-être pas aussi grande que certains auraient bien voulu le faire croire. Mikhaïl Saakachvili semble avoir parfaitement compris que le temps jouait en sa faveur, à condition qu'il parvienne, d'une part, à améliorer l'économie géorgienne, de manière à accroître le fossé économique entre les deux rives du fleuve Ingouri qui fait office de frontière entre la Géorgie et l'Abkhazie, incitant ainsi les Abkhazes à faire pression sur leurs dirigeants, et, d'autre part, à résoudre pacifiquement le conflit ossète, de manière à couper l'herbe sous le pied des nationalistes abkhazes qui tirent leur légitimité de la crainte populaire d'un nouveau conflit armé avec Tbilissi.

#### QUELLE PLACE POUR L'EUROPE ?

Mikhaïl Saakachvili ne cesse de le proclamer, l'insertion de la Géorgie dans la sphère européenne s'impose comme la deuxième priorité de son mandat après la résolution des conflits internes. Ce n'est pas un hasard si le drapeau européen a flotté à côté du nouveau drapeau géorgien pendant la cérémonie d'investiture du Président, en janvier 2004. Ce n'est pas non plus un hasard si celui-ci a choisi un ministre des Affaires étrangères d'origine européenne en la personne de Salomé Zourabichvili (46). A cet égard, cette nomination ne doit pas être interprétée comme un geste d'amitié envers la France, mais bien comme un signal politique adressé à l'Europe. Nul doute que la mission principale confiée par le Président géorgien à Salomé Zourabichvili consiste à tout faire pour impliquer l'Union européenne en Géorgie autant que possible. Une première étape a déjà été accomplie avec la nomination du Finlandais Heikki Talvitie, représentant spécial de l'UE sur place, mais surtout avec la mise sur pied de la mission européenne «Thémis» visant à aider le pays à progresser dans la voie de l'état de droit. Il est cependant probable que le gouvernement géorgien souhaiterait voir l'Union européenne s'engager plus loin en s'impliquant physiquement dans le pays, par exemple par le biais d'une mission de stabilisation destinée à remplacer, en Abkhazie, le contingent russe de la CEI par des civils et des militaires européens. Pour le nouveau pouvoir, qui ne cesse de rappeler la dimension européenne de la Géorgie, l'Europe apparaît

(45) Lors de la rédaction de cet article, le résultat de la nouvelle élection et l'issue de la crise n'étaient pas connus. Pour une analyse complète de cette crise, cf. le site Internet «Oxford Analytica», dont des pages sont consacrées à la situation en Abkhazie, [www.oxan.com](http://www.oxan.com).

(46) Fait rarissime dans les annales diplomatiques, un ambassadeur est devenu le ministre des Affaires étrangères du pays dans lequel il était accrédité! Après avoir occupé à Paris une charge importante au sein du Secrétariat général à la Défense nationale, Salomé Zourabichvili, Française d'origine géorgienne, a occupé quelques mois le poste d'ambassadeur de France à Tbilissi avant d'être naturalisée géorgienne et de se voir proposer le poste de ministre des Affaires étrangères de son nouveau pays.

comme une voie médiane entre la Russie et les États-Unis, acceptable tant par Moscou que par Washington. L'Europe elle-même y gagnerait en termes de crédibilité, d'influence et de débouchés économiques, d'autant plus qu'à partir de 2007, la Géorgie sera un voisin immédiat de l'UE (47). Comment pourrait-elle en outre rejeter déceimment cette candidature si elle accepte d'intégrer à terme la Turquie ?

Rien n'indique pour l'instant que l'Union européenne soit prête à s'investir davantage sur place. Comme le souligne la ministre géorgienne des Affaires étrangères : *«la difficulté, avec les Européens est que nous n'arrivons pas à savoir s'ils sont prêts à s'engager dans le Caucase [...] Les Européens hésitent entre l'indifférence et cette crainte de s'engager. Les trois grands, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, ne sont pas moteurs [...] Pour s'engager, l'Union européenne doit concevoir une nouvelle politique par rapport à la Russie [...] Si on a seulement les Russes et les Américains face à face, à tout moment, cela peut se transformer en confrontation. L'arrivée d'un troisième acteur, l'Europe, peut changer cette perception pour Moscou [...] Les Russes doivent comprendre qu'ils ne peuvent plus dominer»* (48).

Si l'Union européenne et le gouvernement géorgien ont leur part de responsabilité dans ce processus, la population géorgienne doit elle aussi accepter d'évoluer dans ses mentalités. Depuis toujours, l'imaginaire collectif géorgien se nourrit d'une renaissance médiévale idéalisée, qui débouche sur un modèle sociétal paternaliste et clanique au sein duquel le poids de la tradition constitue un frein à la modernisation du pays. L'identité géorgienne peine à se donner des références contemporaines et à reconnaître la place des femmes dans le pays. S'ils veulent séduire les Européens et apaiser les Russes, les Géorgiens devront faire œuvre de pragmatisme et de réalisme, en cessant, d'une part, de comparer l'Occident à un Eldorado virtuel et, d'autre part, de diaboliser un espace russe dont ils restent culturellement proches. Il leur faut comprendre que l'adhésion à un espace de prospérité européenne ne se décrète pas, mais se mérite en vertu de critères objectifs dans lesquels la passion et le romantisme n'ont plus de prises. Il leur faut surtout renouer les liens du dialogue interethnique pour retrouver progressivement une confiance relative qui, seule, pourra leur permettre de résoudre leurs conflits internes.

(47) La Géorgie devrait être incluse très prochainement dans l'initiative «Nouveaux voisins» de l'Union européenne.

(48) Interview de Salomé Zourabichvili dans *Le Monde* du 8 décembre 2004, p. 5.